

On sait comment l'U.R.S.S. a répondu à la menace directe contre la République populaire mongole, par la déclaration de Staline au journaliste Roy Howard que l'U.R.S.S. soutiendrait la Mongolie en cas d'agression et par le traité d'assistance mutuelle, signé en mars 1936 à Oulanbator (Capitale de la République Populaire), qui assurerait la Mongolie de l'appui moral et politique de l'U.R.S.S. ainsi que de son aide technique en cas d'agression.

Sur la frontière mandchou-mongole les attaques continuent à se multiplier surtout depuis la signature du dernier accord nippon-allemand.

Mais pour le moment, le Japon fait surtout du travail politique, en se posant en défenseur de la population mongole opprimée par les bolchéviks et en cherchant à faire de la Mongolie intérieure un centre d'attraction tant pour les Mongols de la République populaire que pour les habitants de la Transbaïkalie soviétique où ils vivent à côté de Bouriates (peuple qui leur est apparenté).

Grâce aux efforts des agents japonais, une conférence des princes mongols du Chahar et du Suiyuan s'était tenue en 1933 et avait établi à Bato-Khalkhé un gouvernement ayant à sa tête le prince mongol Teh-Vang, qui est à la solde du Japon.

Teh-Vang avait cherché à convoquer une nouvelle conférence des princes mongols pour proclamer « l'indépendance » de la Mongolie intérieure, dont nous avons déjà parlé plus haut. Mais il semble que ses efforts soient restés stériles. Bien plus, le gouvernement de Bato-Kalkhé s'est désagrégé en se subdivisant en deux centres: l'un en étroite liaison avec le Japon, l'autre tendant à collaborer avec le gouvernement de Nankin. Le Japon, a alors abattu ses cartes en faisant envahir le Suiyuan. Comme dans le Chahar, le Japon utilisa là aussi les bandes mongoles-mandchouriennes, armées et commandées par des japonais et soutenues en cas de nécessité par l'aviation, l'artillerie et les chars d'assaut japonais. Mais le Suiyuan est très étroitement lié économiquement au Chansi dont le gouverneur En Si-chang, tout en étant opposé à Nankin et considéré comme philippin, s'est déclaré adversaire d'une occupation japonaise qui l'aurait frustré de l'exploitation de la province voisine. Le Japon, pour le moment, ne semble pas vou-

loir pousser à fond son occupation et rester sur ses positions.

Le dernier événement a été la subite rébellion de Chang Hsueh-liang qui, chargé de la lutte contre les « rouges » dans la province du Shensi, fit prisonnier Chiang Kai-shek à Sian-Fou ainsi qu'un grand nombre de personnalités du gouvernement de Nankin.

Devant la vague d'agitation antijaponaise qui s'étend dans toute la Chine, et dont nous parlerons par après, cette arrestation de Chiang Kai-shek, qui symbolise la politique de renonciation, par Chang Hsueh-liang, spolié autrefois par les Japonais, pouvait être interprétée comme étant la réponse des nationalistes chinois au traité d'alliance germano-japonaise qui, sous le masque d'une lutte contre le « Komintern », est une alliance des deux impérialismes en vue du prochain conflit mondial. Chiang Kai-shek est considéré comme trop « pro-japonais » et, en fait, il n'a jamais mobilisé l'armée contre le Japon qui a pu engourdir la Chine du Nord. Shangaï, en 1932, fut défendu par la 19^e armée, qui est une armée du Sud, pendant que l'armée « modèle » de Chiang Kai-shek restait spectatrice du conflit — tandis qu'il a dirigé de 1930 à 1935 une demi-douzaine de campagnes contre les « rouges ». Et alors que le boycottage contre les produits japonais avait fait baisser les exportations japonaises en Chine d'une valeur de 346 millions de yens en 1929 à 117 millions en 1934 (malgré la dévaluation du yen d'environ deux-tiers de sa valeur-or) Chiang-Kai-shek pratiquait une révision du tarif douanier à l'avantage des produits japonais et frappait le coton d'un impôt supplémentaire qui allait peser lourdement sur l'industrie cotonnière chinoise.

Tout récemment, il sanctionna les concessions importantes faites aux Japonais à la suite de leur débarquement dans le Shantoung.

Toute cette interprétation des événements du fait même qu'elle est la plus naturelle ne semble pas devoir être la plus juste, surtout quand il s'agit de la Chine. Le dénouement inattendu — la libération soudaine de Chiang Kai-shek et la condamnation de Chang Hsueh-liang à dix années de travaux forcés suivie d'une amnistie demandée par le prisonnier la veille — contribue à valoriser cette autre thèse que Chang travaille pour les intérêts du Japon en cherchant à provoquer une nouvelle

guerre civile, puisque le dernier conflit entre Nankin et Canton n'a pas dégénéré en lutte armée. A moins que Chiang et Chang n'ait monté d'un commun accord cette comédie de toute pièce et ce, toujours pour donner prétexte au Japon d'intervenir dans les affaires de Chine. Ce nouveau coup en préparation signifierait ou la séparation définitive de la Chine du Nord du restant du pays ou une intervention japonaise (avec toutes ses conséquences) dans la vallée du Fleuve Jaune ou encore plus au Sud où les agents japonais « préparent » l'autonomie du Fou-Kien, dont le gouverneur est un ancien élève de l'Ecole militaire japonaise.

Que le Japon, ici encore, comme ce fut le cas lors de l'invasion du Suiyuan, n'ait pas cru opportun pour l'instant de pousser plus à fond, dépend de raisons d'ordre intérieur et international que nous allons essayer d'analyser.

Au Japon, se dessine depuis quelque temps une opposition à la politique impérialiste risquant d'accentuer le boycottage des produits japonais en Chine et de provoquer des complications internationales. Les milieux commerciaux et industriels craignent surtout des réactions soviétiques, comme la non-ratification de l'accord sur les pêcheries japonaises dans les eaux soviétiques et la dénonciation par Moscou des concessions pétrolifères de Sakhaline. Le gouvernement japonais présidé par M. Hirota est un gouvernement extraparlamentaire, issu de l'éclat militaire de février 1936. Les partis traditionnels bourgeois (Ceukai et Minsaito) se préparent ouvertement à lutter contre lui en utilisant les mêmes mots d'ordre qu'en Occident : pour la « démocratie » contre le fascisme et le danger de guerre.

Mais, en réalité, cette expansion du Japon sur le continent asiatique correspond à une nécessité d'ordre démographique — la population japonaise tend vers les 100 millions — et économique.

L'invasion de la Mandchourie il y a cinq ans marque aussi le début de l'invasion intense des marchés par les produits japonais.

Les exportations japonaises de tissus de coton ont presque doublé au cours de ces dernières années, en refoulant à la deuxième place l'Angleterre, à laquelle, dans ce domaine, le monopole appartenait.

Pour la même période, les exportations

japonaises pour les tissus de soie artificielle ont plus que triplé et pour les fils de soie ont augmenté dans la proportion de 145 fois.

Les exportations de produits qui, auparavant, ne figuraient pas dans la nomenclature des exportations japonaises, tels, par exemple, les tissus de laine, la bonneterie, l'appareillage électrique, les bicyclettes, la bières, etc. ont augmenté dans des proportions aussi fabuleuses. En moyenne, ces rubriques des exportations ont augmenté, depuis trois ou quatre ans, dans la proportion de cent fois.

En même temps, on observe un autre phénomène : l'extension des marchés qui font l'objet des attaques des exportations japonaises. Autrefois, il s'agissait des États-Unis, de la Chine et, partiellement, des Indes. Maintenant, il s'agit de tous les pays et de toutes les régions de l'océan Pacifique, de l'Afrique et même de l'Europe. Partout, la vague japonaise des marchandises à bas prix submerge les anciens monopolistes et, en premier lieu, l'Angleterre.

Nous avons déjà démontré au cours d'un autre article les raisons qui rendent possible cette expansion et surtout l'exploitation inouïe de la classe ouvrière japonaise.

Toute la politique d'expansion du Japon tend à s'approprier les matières premières qui lui font défaut, non seulement pour l'industrie de « paix » mais surtout en prévision de la guerre. Le Mandchoukouo, signifie Blé et Soya, le Nord de Sakhaline : pétrole; le Nord de la Chine : charbon, fer et coton (possibilité donc de s'affranchir pour ce produit des marchés américains et anglais). A l'encontre des impérialismes occidentaux, et profitant de leur expérience, le Japon ne veut pas donner naissance dans ses pays coloniaux et semi coloniaux à une concurrence industrielle; au contraire, il cherche surtout à se créer un réservoir de matières premières et de produits agricoles à échanger contre des produits fabriqués dans la Métropole. C'est ainsi qu'il intervient pour 65 p.c. des importations mandchoues.

Quant à la réaction chinoise à la poussée japonaise, on a pu constater ces derniers temps qu'elle devenait plus forte. Les pourparlers, en cours entre Nankin et Tokio, ont été rompus suite à l'offensive dans le Suiyuan et le gouvernement chinois a souligné que les relations sino-japonaises ne pourraient se normaliser que sur la base